



**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

Votation du 12 février: la vérité sur la troisième réforme de la fiscalité des entreprises

RIE III: quelles conséquences pour l'emploi?

Les partisans de la réforme soutiennent que sans la RIE III, 150 000 emplois seraient menacés dans les holding et les sociétés d'investissements qui bénéficient aujourd'hui d'avantages fiscaux. C'est faux. Ce chiffre fantaisiste ne sert qu'à dissimuler les conséquences négatives de RIE III sur l'économie et l'emploi.

Voici six choses que vous devez savoir sur RIE III et ses conséquences pour l'économie suisse:

1. L'importance des holdings est exagérée

Sur les 24 000 sociétés qui bénéficient aujourd'hui de privilèges fiscaux, 9 000 au minimum ne sont que des sociétés « boîtes aux lettres ». Elles peuvent très bien, en toute légalité, ne pas employer de personnel en Suisse. Même si certaines déplacent leur siège, cela n'aura donc que **peu d'impact sur l'emploi** en Suisse.

2. La Suisse reste attractive pour les entreprises, même sans RIE III

La Suisse possède aujourd'hui **le plus faible taux d'imposition des entreprises au monde** après Hong Kong. La présence de main-d'œuvre qualifiée et d'infrastructures de qualité, l'excellence de la recherche, le bon fonctionnement de l'administration et la sécurité juridique constituent des avantages bien plus importants pour les entreprises. Ce sont justement ces facteurs de succès qui seraient minés par la RIE III.

3. Un faible taux d'imposition pour les entreprises ne protège en aucun cas les emplois

Le fabricant d'ascenseurs Schindler, par exemple, dans le canton de Lucerne, a annoncé en 2016 la suppression de 120 postes à Ebikon, alors que le canton de Lucerne affiche l'un des taux d'imposition les plus bas de Suisse. En cause : le franc fort et la politique erronée de la banque nationale. **Au lieu de faire toujours de nouveaux cadeaux fiscaux, il nous faut une politique industrielle digne de ce nom.** Cela permettrait d'assurer beaucoup plus d'emplois !

4. La RIE III menace des dizaines de milliers de postes dans le secteur public

Avec les baisses d'impôts de RIE III allant de 3 à 5 milliards, **ce sont 30 à 50 000 postes qui sont menacés dans le service public.** Cela signifie plus de chômage et un service public de moindre qualité. Les partisans de la réforme sont conscients de ce danger, mais ils le cachent, puisqu'ils défendent les intérêts de sociétés privées.

5. La RIE III est préjudiciable aux PME

Les grands gagnants de la RIE III seront les actionnaires des grandes entreprises. Car la **majeure partie des bénéfices proviennent des multinationales, des grandes banques et des assurances.** La plupart des PME n'en verront pas la couleur, elles qui aujourd'hui déjà ne paient quasiment pas d'impôts sur les bénéfices. Au contraire, la perte de commandes publiques et les avantages consentis à leurs concurrents de plus grande taille auront des **conséquences fatales pour bien des PME.**

6. La RIE III met l'économie en difficulté

La **RIE III menace la place industrielle** et la prospérité économique de la Suisse. Les milliards de pertes fiscales aboutiront à des **coupes dans la formation, les infrastructures, l'administration et la recherche,** alors que des investissements dans ces domaines qui font l'attractivité de la Suisse sont cruciaux pour le succès de notre économie.

Conclusion : la RIE III menace les PME et l'emploi en Suisse

La réforme est une arnaque pour les PME et les salarié-e-s. Elle met la confédération, les cantons et les communes dans une situation critique. La perte de ressources conduit à des suppressions d'emplois massives dans le secteur public : des dizaines de milliers de postes sont en jeu. La RIE III engendre de nouveaux privilèges pour les multinationales au détriment des PME, et sape les fondements d'une économie prospère.

NON à l'arnaque de l'imposition des entreprises !